

Réforme des lycées

Pour le retrait du projet Descoings-Châtel

« X. Darcos a engagé des réformes importantes, dont je poursuivrai la mise en œuvre » - L. Chatel

Le 24 août, le nouveau ministre de l'éducation, L. Chatel, annonçait que « l'architecture » de la réforme des lycées sera rendue publique « courant septembre » et que « dans tous les cas » cette réforme « entrera comme prévu en vigueur à la rentrée 2010 ».

Pourquoi cette précipitation ? Parce que Chatel veut aller plus vite que les lycéens. En décembre dernier, le ministre d'alors, Darcos, croyait que sa réforme des lycées passerait sans problème - n'en avait-il pas discuté des mois avec les responsables des syndicats enseignants, de l'Unef et des syndicats lycéens ? Mais le mouvement lycéen a surgi à l'improviste. En quelques jours, ils ont obligé le ministre à différer sa réforme, pour éviter un embrasement général, alors qu'universitaires et étudiants entraient en lutte.

Mais Sarkozy avait prévenu : « cette réforme, nous la ferons ». Et il veut être rapide pour éviter que lycéens et enseignants aient le temps de découvrir que cette réforme veut tout casser.

Une mise en scène soigneusement préparée

Après le report de la réforme Darcos, Sarkozy chargea R. Descoings de préparer un rapport pour présenter la même marchandise en soignant l'emballage. Evidemment, les principaux syndicats enseignants ont participé à toutes les discussions.

En même temps, les parlementaires UMP préparaient leur projet, ouvertement provocateur et destructeur, le rapport Apparu.

A la fin du printemps, le gouvernement a donc présenté les deux projets. Les directions syndicales ont repoussé le rapport Apparu et, selon un scénario écrit d'avance, se sont précipitées sur le rapport Descoings.

Le gouvernement leur a donc « offert » un fruit empoisonné : la réforme des lycées aura ce rapport comme base de discussions. Et les directions syndicales ont repris les discussions, en omettant soigneusement d'avertir les enseignants des dangers de ce projet.

Un projet destructeur

Certes, quand on lit le rapport Descoings, il y a des fleurs pour tout le monde. Mais elles ne servent qu'à permettre aux syndicats qui s'inscrivent dans le processus de réforme de sauver la face. Le fond du texte est évidemment conforme à ce qu'on attend du gouvernement de Sarkozy et du MEDEF :

- **Les modules que défendait Darcos sont conservés** par Descoings sous un autre intitulé (enseignements de découverte). Ils seraient répartis sur deux trimestres au lieu de l'être sur deux semestres : quel progrès !
- Tous **les étudiants de master auraient l'obligation d'aller aider gratuitement les lycéens...** le gouvernement pourrait ainsi continuer à supprimer des postes (Ils n'auraient leur master que s'ils fournissent des mois de travail gratuit à l'éducation nationale !).
- Comme Darcos, Descoings prône la **diminution massive des heures de cours**. A la place, ce serait un accompagnement et un approfondissement du travail personnel, un large « temps dédié à l'orientation » des élèves... Faits par les enseignants, ou ...par des étudiants en master à titre gratuit et des périodes de stages en entreprise.
- Descoings préconise de « **Repenser les emplois du temps et les missions des enseignants** ». Ciblants les enseignements disciplinaires et les décrets de 1950, Descoings préconise de faire un pas décisif vers la liquidation du statut des enseignants. Et, pour permettre que se poursuive la politique de fermeture des postes : aucun cours après 15 heures.
- L'**autonomie des établissements**, chère à Darcos, reste un objectif de Descoings. C'est le préalable à la privatisation et à l'éclatement de l'Enseignement Public.

- On sait que depuis des années, le patronat revendique la liquidation du baccalauréat, inséparable de l'objectif de démantèlement de l'Enseignement supérieur public. On ne sera pas surpris, donc, que le rapport Descoings prône le développement du contrôle continu (en langues vivantes), c'est-à-dire la **remise en cause du caractère national du baccalauréat**, pour ouvrir une brèche qui ne demandera ensuite qu'à être élargie.

La conclusion s'impose d'elle-même : le rapport Descoings n'est pas une base de discussions permettant d'envisager le moindre acquis pour les enseignants et les jeunes. C'est pourquoi le NPA revendique le

RETRAIT DU PROJET DE RÉFORME DES LYCÉES

Pour interdire la réforme Descoings-Chatel : aucune « négociation » du projet

Chatel est pressé : il exige le 24 août que les responsables syndicaux lui envoient leurs observations sur le rapport Descoings « pour le 1^o septembre ». Pour parvenir à ses fins, éviter que lycéens et enseignants ne s'engagent dans la lutte contre ses plans, il ne fait pas mystère de son attachement à la concertation – c'est-à-dire à ce que les principales directions syndicales s'associent à son projet. Il mesure en effet les risques qu'il y a à « passer en force ».

Interdire les attaques contenues dans le rapport Descoings, c'est donc avant toutes choses s'organiser pour faire en sorte que la fameuse concertation de Châtel ne puisse avoir lieu.

Dans la dernière période, la direction du SNES-FSU, avait ouvertement collaboré avec Sarkozy et Darcos : signature des 16 « points de convergence » de Darcos (le socle sur lequel a été élaboré le projet de réforme actuel), soutien à la « masterisation » préalable à l'adoption de cette réforme et à la publication récente d'une circulaire fixant à 300 euros maximum par mois la rémunération des étudiants stagiaires, etc. A l'évidence, le tollé qu'ont généré ces prises de positions ont pesé, et c'est un fait que les responsables du SNES annoncent désormais que le syndicat « ne s'inscrira pas dans une démarche de négociations sur une éventuelle mise en oeuvre des préconisations de ce rapport » (courrier du 28 août au ministre).

Mais il faut aussi noter les limites de cette annonce. Ainsi, le courrier au ministre réaffirme qu'une réforme est « indispensable », se félicite de nombre de « propositions » du rapport Descoings, en conteste d'autres. En tout cas, le SNES et la FSU se gardent bien de revendiquer le retrait du projet Descoings. Tout au plus demandent-ils « une large concertation » et « un calendrier raisonnable ».

En dernière analyse, tout dépendra donc des enseignants, de leur capacité à imposer l'unité contre Sarkozy et Châtel, de la base au sommet, de faire reprendre leurs revendications par les organisations syndicales.

Les militants du NPA, quant à eux, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que cette unité puisse se réaliser. Cette activité est évidemment inséparable de l'action à mener en défense des autres revendications, en premier lieu le

RÉTABLISSEMENT DES POSTES SUPPRIMÉS

et l'

ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES

C'est par nos luttes, en infligeant une défaite décisive à ce gouvernement que nous pourrions préserver les acquis que Sarkozy et son gouvernement remettent en cause les uns après les autres.